

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice Clos au 31 décembre 2024

A l'assemblée générale ordinaire,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du 22 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Cultuelle Assemblée de Dieu Toulouse Minimés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la

circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 14 Mars 2025



Alain ISRAEL
Commissaire aux Comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	830 000		830 000	830 000		
	Constructions	1 257 285	318 021	939 264	986 625	47 361	4.80
	Installations techniques Matériel et outillage	297 154	143 517	153 637	89 756	63 881	71.17
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes	10 988		10 988	34 686	23 698	68.32
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	1 140		1 140	1 140		
	Prêts						
	Autres						
Total I		2 396 566	461 538	1 935 029	1 942 207	7 179	0.37
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres						
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	863 550		863 550	724 314	139 236	19.22
	Charges constatées d'avance (2)	3 078		3 078	3 662	584	15.95
	Total II	866 628		866 628	727 976	138 652	19.05
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		3 263 195	461 538	2 801 657	2 670 183	131 474	4.92

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	1 975 745	1 975 745		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	471 848	396 309	75 538	19.06
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	142 978	75 538	67 440	89.28
	Situation nette (sous total)	2 590 571	2 447 593	142 978	5.84
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	2 590 571	2 447 593	142 978	5.84
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
DETTE (1)	Provisions pour charges				
	Total III				
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
DETTE (1)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	175 752	192 368	16 615	8.64
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	4 000	9 029	5 029	55.70
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	31 334	21 193	10 141	47.85
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes				
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	211 086	222 590	11 504	5.17
Ecarts de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		2 801 657	2 670 183	131 474	4.92

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

158 720 175 569
52 366 47 021

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024	31/12/2023	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service				
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation				
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	565 489	521 763	43 726	8.38
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 391	3 151	239	7.60
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	603		603	
Total I	569 483	524 914	44 568	8.49
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	106 526	88 627	17 899	20.20
Aides financières	10 039	47 000	36 961	78.64
Impôts, taxes et versements assimilés	329	409	80	19.65
Salaires et traitements	176 096	174 895	1 201	0.69
Charges sociales	58 972	55 015	3 957	7.19
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	91 457	85 811	5 645	6.58
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges		3 849	3 849	100.00
Total II	443 418	455 606	12 188	2.68
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	126 065	69 309	56 756	81.89

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024	31/12/2023	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	36		36	
Autres intérêts et produits assimilés	11 956	3 728	8 228	220.72
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	11 992	3 728	8 264	221.69
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	2 752	2 999	247	8.24
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	2 752	2 999	247	8.24
2. Résultat financier (III-IV)	9 240	729	8 511	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	135 305	70 038	65 267	93.19
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	519	1	519	NS
Sur opérations en capital	9 500	5 500	4 000	72.73
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	10 019	5 501	4 519	82.15
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	3	0	3	NS
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	3	0	3	NS
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	10 016	5 500	4 516	82.10
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 343		2 343	
Total des produits (I+III+V)	591 494	534 143	57 351	10.74
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	448 516	458 605	10 089	2.20
5. EXCEDENT OU DEFICIT	142 978	75 538	67 440	89.28

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 2 801 656.79 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 569 482.63 Euros et dégageant un excédent de 142 977.76 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

L'Association ASSEMBLEE DE DIEU DE TOULOUSE-MINIMES est une association cultuelle relevant de la loi du 9 décembre 1905.

Son objet est de subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public du culte Evangélique. Elle assure l'entretien des bâtiments dont elle est propriétaire et de tous les objets mobiliers nécessaires à la réalisation de son objet. Elle rétribue des ministres du culte (Pasteurs) qui exercent leurs fonctions pastorales au sein de l'association.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Terrains	830 000		
Constructions sur sol propre	1 050 000		
Installations générales agencements aménagements des constructions	199 424		7 861
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	149 227		86 116
Matériel de transport	41 544		14 000
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	17 767		
Avances et acomptes	34 686		28 331
TOTAL	2 322 648		136 307
Autres titres immobilisés	1 140		
TOTAL	1 140		
TOTAL GENERAL	2 323 788		136 307

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Terrains			830 000	830 000
Constructions sur sol propre			1 050 000	1 050 000
Installations générales agencements aménagements constr.			207 285	207 285
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			235 342	235 342
Matériel de transport		11 500	44 044	44 044
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			17 767	17 767
Avances et acomptes		52 029	10 988	10 988
TOTAL		63 529	2 395 426	2 395 426
Autres titres immobilisés			1 140	1 140
TOTAL			1 140	1 140
TOTAL GENERAL		63 529	2 396 566	2 396 566

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Constructions sur sol propre	191 172	34 965		226 137
Installations générales agencements aménagements constr.	71 627	20 257		91 884
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	79 480	26 282		105 762
Matériel de transport	25 711	8 814	11 500	23 025
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	13 592	1 138		14 730
TOTAL	381 581	91 457	11 500	461 538
TOTAL GENERAL	381 581	91 457	11 500	461 538

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	34 965				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	20 257				
Instal.techniques matériel outillage indus.	26 282				
Matériel de transport	8 814				
Matériel de bureau informatique mobilier	1 138				
TOTAL	91 457				
TOTAL GENERAL	91 457				

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 975 745				1 975 745
Réserves	396 309	75 538		0-	471 848
Excédent ou déficit de l'exercice	75 538	75 538-	142 978	0	142 978
Situation nette	2 447 593		142 978	0	2 590 571
TOTAL I	2 447 593		142 978	0	2 590 571

Etat des provisions

Néant

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Charges constatées d'avance	3 078	3 078	
TOTAL	3 078	3 078	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	175 752	17 032	69 980	88 740
Fournisseurs et comptes rattachés	4 000	4 000		
Personnel et comptes rattachés	8 368	8 368		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 623	20 623		
Impôts sur les bénéfices	2 343	2 343		
TOTAL	211 086	52 366	69 980	88 740
Emprunts remboursés en cours d'exercice	16 598			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Matériel sono-vidéo-musique	Linéaire	3 à 5 ans
Matériels divers	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informat	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.
Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Disponibilités	1 195
Total	1 195

Détail des produits à recevoir

	Montant
INTERETS COURUS ET N/ECHUS S/ COMPTES A TERME	1 195
Total	1 195

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	183
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 000
Dettes fiscales et sociales	10 167
Total	14 349



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des charges à payer

	Montant
INTERETS COURUS ET N/ECHUS S/EMPRUNT	183
HONORAIRES EXPERT-COMPTABLE 2024	3 810
MAINTENANCE LOGICIEL	190
PROVISION POUR CONGES PAYES	10 167
Total	14 350

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	3 078
Total	3 078



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
MAINTENANCE	1 229		
PRIMES D'ASSURANCES VEHICULES	1 849		
Total	3 078		

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

	Personnel salarié
Employés	4
Total	4

Valorisation des contributions volontaires

L'Association fait appel à des volontaires bénévoles pour assurer le bon déroulement des activités culturelles. Le total estimé des heures de bénévolat pour l'exercice 2024 est de xx.xxx heures, se répartissant selon les secteurs suivants :

- Entretien des espaces verts	205 heures
- Entretien et nettoyage des locaux	1.135 heures
- Travaux d'aménagement et de réfection des locaux	652 heures
- Multimédia, sonorisation et vidéo	6.436 heures
- Informatique	312 heures
- Communication et graphisme	594 heures
- Annonces, Traduction	1.723 heures
- Conciergerie	180 heures
- Planning des études	200 heures

TOTAL HEURES ANNUELLES BENEVOLES 11.437 heures

L'Association n'est pas en mesure de valoriser les taux horaires applicables aux différents bénévoles (Règlement ANC 2018-06 - Art. 431-10).

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

Autres engagements donnés :		260 000
PRIVILEGE DU PRETEUR DE DENIERS (EMPRUNT CM)	260 000	
(MONTANT GARANTI A L'ORIGINE, DANS LA LIMITE DE LA CREANCE RESTANT DUE)		
Total (1)		260 000

Engagements reçus

ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER

Art. 434-3 L'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021 pris en application des articles 21, 22, 73 et 75 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République précise les mentions à faire figurer dans l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger.

L'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger est établi selon le modèle de tableau présenté ci-dessous:

Date(b) de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique(c) du contributeur	Nature(d) de l'avantage ou Nature de la ressource	Caractère direct ou indirect(d) de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement(d)	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource(d)
31/12/2024	Personne physique non	Un don	direct	Virement b	10 060.00
Etat du contributeur(a) Corée du Sud					10 060.00

- (a) Les avantages et ressources sont regroupés par Etat. Il peut s'agir :

- de l'Etat contributeur ;
- de l'Etat du siège social d'une personne morale étrangère ;
- de l'Etat du siège d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ;
- de l'Etat de résidence fiscale d'une personne physique non résidente fiscale en France.

(b) Les avantages et ressources sont classés, pour chaque Etat, par ordre chronologique en fonction de la date de l'encaissement ou, pour un avantage ou une ressource non pécuniaire, la date à laquelle il est effectivement acquis ou la période durant laquelle il est accordé.

(c) Indiquer s'il s'agit :

- d'un Etat ou d'une autre collectivité publique ;
- d'une autre personne morale ;
- d'une personne physique.

(d) Conformément à l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021.

